CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Free Trade and Labour Mobility in Canada Act

Loi sur le libre-échange et la mobilité de la main-d'œuvre au Canada

S.C. 2025, c. 2, s. 2

L.C. 2025, ch. 2, art. 2

NOTE

[Enacted by section 2 of chapter 2 of the Statutes of Canada, 2025, in force January 1, 2026, *see* SI/2025-107.]

NOTE

[Édictée par l'article 2 du chapitre 2 des Lois du Canada (2025), en vigueur le 1er janvier 2026, *voir* TR/2025-107.]

Current to September 21, 2026

Last amended on January 1, 2026

À jour au 21 septembre 2026

Dernière modification le 1 janvier 2026

Published by the Minister of Justice at the following address:
http://laws-lois.justice.gc.ca

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :
http://lois-laws.justice.gc.ca

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1er juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité — lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

This consolidation is current to September 21, 2026. The last amendments came into force on January 1, 2026. Any amendments that were not in force as of September 21, 2026 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

NOTE

Cette codification est à jour au 21 septembre 2026. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 1 janvier 2026. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 21 septembre 2026 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

An Act to promote free trade and labour mobility in Canada

Short Title

1 Short title

Interpretation

2 Definitions

3 Act and regulations prevail

Purpose of Act

4 Purpose

His Majesty

5 Binding on His Majesty

Designation of Minister

6 Order

Removal of Barriers

Goods and Services

7 Application

8 Goods

9 Services

Labour Mobility

10 Recognition

Regulations

11 Governor in Council

Limitation of Liability

12 Acts done in good faith

Review of Act

13 Review and report

TABLE ANALYTIQUE

Loi visant à favoriser le libre-échange et la mobilité de la main-d'œuvre au Canada

Titre abrégé

1 Titre abrégé

Définitions et interprétation

2 Définitions

3 Primauté

Objet de la loi

4 Objet

Sa Majesté

5 Obligation de Sa Majesté

Désignation du ministre

6 Décret

Élimination d'obstacles

Biens et services

7 Champ d'application

8 Biens

9 Services

Mobilité de la main-d'œuvre

10 Reconnaissance

Règlements

11 Gouverneur en conseil

Immunité

12 Faits accomplis de bonne foi

Examen de la loi

13 Examen et rapport

S.C. 2025, c. 2, s. 2

An Act to promote free trade and labour mobility in Canada

[*Assented to 26th June 2025*]

Preamble

Whereas the Government of Canada intends to remove federal exceptions under the Canadian Free Trade Agreement;

Whereas the Government of Canada wishes to continue to work with provinces and territories towards establishing a national system of mutual recognition in which a good, service or worker that meets the requirements of one Canadian jurisdiction would be recognized as meeting the requirements of all;

And whereas Parliament is committed to strengthening the Canadian economy by

improving labour mobility within Canada, and

making it easier for businesses and Canadians to buy Canadian goods and services through the removal of federal barriers to the interprovincial movement of goods and provision of services, while continuing to protect the health, safety and security of Canadians, their social and economic well-being and the environment;

Now, therefore, His Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

L.C. 2025, ch. 2, art. 2

Loi visant à favoriser le libre-échange et la mobilité de la main-d'œuvre au Canada

[*Sanctionnée le 26 juin 2025*]

Préambule

Attendu :

que le gouvernement du Canada a l'intention d'éliminer des exceptions fédérales prévues au titre de l'Accord de libre-échange canadien;

qu'il souhaite continuer à travailler avec les provinces et territoires en vue de l'établissement d'un système national de reconnaissance mutuelle par lequel les biens, les services ou les travailleurs qui respectent les exigences du fédéral, de l'une des provinces ou de l'un des territoires seraient reconnus comme respectant celles de tous;

que le Parlement est déterminé à renforcer l'économie canadienne par la prise des mesures suivantes :

améliorer la mobilité de la main-d'œuvre au Canada,

faciliter, pour les entreprises et pour les Canadiens, l'achat de biens et services canadiens par l'élimination d'obstacles fédéraux à la libre circulation interprovinciale des biens et à la prestation interprovinciale des services tout en continuant à protéger la santé, la sécurité et le bien-être social et économique des Canadiens, ainsi que l'environnement,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short Title

Short title

1 This Act may be cited as the *Free Trade and Labour Mobility in Canada Act*.

Interpretation

Definitions

2 The following definitions apply in this Act.

federal regulatory body means

(a) in relation to a good or service,

(i) a body that is empowered under an Act of Parliament to regulate the good or service, or

(ii) a body designated by the regulations that regulates the good or service; and

(b) in relation to an occupation,

(i) a body that is empowered under an Act of Parliament to issue authorizations to practise the occupation, or

(ii) a body designated by the regulations that issues authorizations to practise the occupation. (*organisme de réglementation fédéral*)

federal requirement means a requirement established under an Act of Parliament or by a federal regulatory body. (*exigence fédérale*)

Minister means the member of the King's Privy Council for Canada designated under section 6. (*ministre*)

provincial or territorial regulatory body means

(a) in relation to a good or service,

(i) a body that is empowered under an Act of the legislature of a province or territory to regulate the good or service, or

(ii) a body designated by the regulations that regulates the good or service; and

(b) in relation to an occupation,

(i) a body that is empowered under an Act of the legislature of a province or territory to issue authorizations to practise the occupation, or

Titre abrégé

Titre abrégé

1 *Loi sur le libre-échange et la mobilité de la main-d'œuvre au Canada*.

Définitions et interprétation

Définitions

2 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

exigence fédérale Exigence prévue sous le régime d'une loi fédérale ou par un organisme de réglementation fédéral. (*federal requirement*)

exigence provinciale ou territoriale Exigence prévue sous le régime d'une loi provinciale ou territoriale ou par un organisme de réglementation provincial ou territorial. (*provincial or territorial requirement*)

ministre Le membre du Conseil privé du Roi pour le Canada désigné en vertu de l'article 6. (*Minister*)

organisme de réglementation fédéral

a) À l'égard d'un bien ou d'un service :

(i) soit l'organisme habilité sous le régime d'une loi fédérale à réglementer le bien ou le service,

(ii) soit l'organisme, désigné par règlement, qui réglemente le bien ou le service;

b) à l'égard d'une profession ou d'un métier :

(i) soit l'organisme habilité, sous le régime d'une loi fédérale, à délivrer des autorisations d'exercer la profession ou le métier,

(ii) soit l'organisme, désigné par règlement, qui délivre des autorisations d'exercer la profession ou le métier. (*federal regulatory body*)

organisme de réglementation provincial ou territorial

a) À l'égard d'un bien ou d'un service :

(i) soit l'organisme habilité sous le régime d'une loi provinciale ou territoriale à réglementer le bien ou le service,

(ii) soit l'organisme, désigné par règlement, qui réglemente le bien ou le service;

(ii) a body designated by the regulations that issues authorizations to practise the occupation. (*organisme de réglementationprovincial ou territorial*)

provincial or territorial requirement means a requirement established under an Act of the legislature of a province or territory or by a provincial or territorial regulatory body. (*exigence provinciale ou territoriale*)

b) à l'égard d'une profession ou d'un métier :

(i) soit l'organisme habilité, sous le régime d'une loi provinciale ou territoriale, à délivrer des autorisations d'exercer la profession ou le métier,

(ii) soit l'organisme, désigné par règlement, qui délivre des autorisations d'exercer la profession ou le métier. (*provincial or territorial regulatory body*)

Act and regulations prevail

3 The provisions of this Act and the regulations made under it prevail over the provisions of any other Act of Parliament and any regulations made under any other Act of Parliament to the extent of any conflict between them.

Primauté

3 Les dispositions de la présente loi et de ses règlements l'emportent sur les dispositions incompatibles des autres lois fédérales et de leurs règlements.

Purpose of Act

Purpose

4 The purpose of this Act is to promote free trade and labour mobility by removing federal barriers to the interprovincial movement of goods and provision of services and to the movement of labour within Canada while continuing to protect the health, safety and security of Canadians, their social and economic well-being and the environment.

Objet de la loi

Objet

4 La présente loi a pour objet de favoriser le libre-échange et la mobilité des travailleurs par l'élimination d'obstacles fédéraux à la libre circulation interprovinciale des biens, à la prestation interprovinciale des services et à la mobilité de la main-d'œuvre au Canada tout en continuant à protéger la santé, la sécurité et le bien-être social et économique des Canadiens, ainsi que l'environnement.

His Majesty

Binding on His Majesty

5 This Act is binding on His Majesty in right of Canada.

Sa Majesté

Obligation de Sa Majesté

5 La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada.

Designation of Minister

Order

6 The Governor in Council may, by order, designate a member of the King's Privy Council for Canada as the Minister for the purposes of this Act.

Désignation du ministre

Décret

6 Le gouverneur en conseil peut, par décret, désigner tout membre du Conseil privé du Roi pour le Canada à titre de ministre chargé de l'application de la présente loi.

Removal of Barriers

Goods and Services

Application

7 Sections 8 and 9 apply in respect of a federal requirement only if the federal requirement pertains to

(a) a good or service that is also subject to a provincial or territorial requirement; and

Élimination d'obstacles

Biens et services

Champ d'application

7 Les articles 8 et 9 s'appliquent à l'égard d'une exigence fédérale seulement si celle-ci vise, à la fois :

a) un bien ou un service qui sont aussi assujettis à une exigence provinciale ou territoriale;

(b) the interprovincial movement of the good or provision of the service.

(b) la circulation interprovinciale du bien ou la prestation interprovinciale du service.

Goods

8 (1) Subject to the regulations, a good produced, used or distributed in accordance with a provincial or territorial requirement is considered to meet any comparable federal requirement.

Biens

8 (1) Le bien produit, utilisé ou distribué conformément à une exigence provinciale ou territoriale est considéré, sous réserve des règlements, comme répondant à toute exigence fédérale comparable.

Comparable requirements

(2) For the purposes of subsection (1), a provincial or territorial requirement is considered to be comparable to a federal requirement only if

(a) the requirements are in respect of the same aspect or element of the good;

(b) the requirements are intended to achieve a similar objective; and

(c) any conditions set out in the regulations are met.

Exigences comparables

(2) Pour l'application du paragraphe (1), l'exigence provinciale ou territoriale est considérée comme comparable à l'exigence fédérale seulement si, à la fois :

a) les exigences portent sur le même aspect ou le même élément du bien;

b) elles visent à atteindre un objectif similaire;

c) toute condition prévue par règlement est remplie.

Decision

(3) The federal regulatory body responsible for the administration and enforcement of a federal requirement may decide, in accordance with subsection (2), whether a provincial or territorial requirement is comparable to the federal requirement.

Décision

(3) L'organisme de réglementation fédéral chargé de l'exécution et du contrôle d'application d'une exigence fédérale peut décider, conformément au paragraphe (2), si une exigence provinciale ou territoriale est comparable ou non à l'exigence fédérale.

Services

9 (1) Subject to the regulations, a service provided in accordance with a provincial or territorial requirement is considered to meet any comparable federal requirement so long as the provincial or territorial requirement continues to apply to the service provider.

Services

9 (1) La prestation d'un service qui est effectuée conformément à une exigence provinciale ou territoriale est considérée, sous réserve des règlements, comme répondant à toute exigence fédérale comparable pourvu que le fournisseur du service demeure assujetti à l'exigence provinciale ou territoriale.

Comparable requirements

(2) For the purposes of subsection (1), a provincial or territorial requirement is considered to be comparable to a federal requirement only if

(a) the requirements are in respect of the same aspect or element of the service;

(b) the requirements are intended to achieve a similar objective; and

(c) any conditions set out in the regulations are met.

Exigences comparables

(2) Pour l'application du paragraphe (1), l'exigence provinciale ou territoriale est considérée comme comparable à l'exigence fédérale seulement si, à la fois :

a) les exigences portent sur le même aspect ou le même élément du service;

b) elles visent à atteindre un objectif similaire;

c) toute condition prévue par règlement est remplie.

Decision

(3) The federal regulatory body responsible for the administration and enforcement of a federal requirement may decide, in accordance with subsection (2), whether a

Décision

(3) L'organisme de réglementation fédéral chargé de l'exécution et du contrôle d'application d'une exigence fédérale peut décider, conformément au paragraphe (2), si

provincial or territorial requirement is comparable to the federal requirement.

Labour Mobility

Recognition

10 Subject to the regulations, a federal regulatory body must

(a) recognize an authorization to practise an occupation issued by a provincial or territorial regulatory body as comparable to an authorization that the federal regulatory body may issue to practise that occupation; and

(b) on application by the holder of such a provincial or territorial authorization, issue them an authorization to practise that occupation.

Regulations

Governor in Council

11 (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations respecting federal barriers to the interprovincial movement of goods and provision of services and to the movement of labour within Canada, including regulations

(a) providing for exceptions to subsection 8(1) or 9(1) or section 10;

(b) imposing obligations, prohibitions, conditions and restrictions for the purposes of any of sections 8 to 10;

(c) respecting, for the purposes of subsections 8(2) and 9(2), the meaning of the expressions "same aspect or element" and "achieve a similar objective" or any term used in those expressions;

(d) respecting the meaning of the term "authorization" for the purposes of this Act;

(e) respecting any transitional matters arising from the coming into force of this Act or of any amendments to it; and

(f) respecting anything that by this Act is to be provided for by the regulations.

une exigence provinciale ou territoriale est comparable ou non à l'exigence fédérale.

Mobilité de la main-d'œuvre

Reconnaissance

10 Sous réserve des règlements, tout organisme de réglementation fédéral est tenu, à la fois :

a) de reconnaître l'autorisation d'exercer une profession ou un métier délivrée par un organisme de réglementation provincial ou territorial comme comparable à une autorisation d'exercer cette profession ou ce métier qu'il peut délivrer;

b) de délivrer au titulaire de l'autorisation provinciale ou territoriale, sur demande de celui-ci, une autorisation d'exercer cette profession ou ce métier.

Règlements

Gouverneur en conseil

11 (1) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, prendre des règlements concernant les obstacles fédéraux à la libre circulation interprovinciale des biens, à la prestation interprovinciale des services et à la mobilité de la main-d'œuvre au Canada, notamment des règlements :

a) prévoyant des exceptions aux paragraphes 8(1) ou 9(1) ou à l'article 10;

b) imposant des obligations, des interdictions, des conditions et des restrictions pour l'application de l'un ou l'autre des articles 8 à 10;

c) concernant le sens à donner, pour l'application des paragraphes 8(2) et 9(2), aux expressions « le même aspect ou le même élément » et « atteindre un objectif similaire » ou à tout terme utilisé dans ces expressions;

d) concernant le sens à donner au terme « autorisation » pour l'application de la présente loi;

e) concernant toute mesure transitoire qui découle de l'entrée en vigueur de la présente loi ou de toute modification à celle-ci;

f) concernant toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi.

Consultation

(2) Before recommending a regulation to the Governor in Council under paragraph (1)(a) in relation to a federal requirement or authorization, the Minister must consult the federal regulatory body responsible for the administration and enforcement of the federal requirement or for the issuance of the authorization.

Limitation of Liability

Acts done in good faith

12 (1) Despite any other Act of Parliament, no civil action lies against His Majesty, a servant or agent of the Crown or a federal regulatory body in respect of anything done or omitted to be done, or purported to be done or omitted to be done, in good faith in the course of applying section 8, 9 or 10 or any regulations made for the purposes of any of those sections, including anything in relation to whether provincial or territorial requirements are comparable to federal requirements and the recognition and issuance of authorizations to practise an occupation.

For greater certainty

(2) For greater certainty, subsection (1) does not apply in respect of applications for judicial review or to proceedings under Chapter Ten of the Canadian Free Trade Agreement.

Review of Act

Review and report

13 Within five years after the day on which this Act comes into force, the Minister must complete a review of this Act and its operation and cause a report on the review to be laid before each House of Parliament.

Consultation

(2) Avant de recommander la prise d'un règlement en vertu de l'alinéa (1)a) relativement à une exigence fédérale ou à une autorisation, le ministre consulte l'organisme de réglementation fédéral chargé de l'exécution et du contrôle d'application de l'exigence fédérale ou de la délivrance de l'autorisation.

Immunité

Faits accomplis de bonne foi

12 (1) Malgré toute autre loi fédérale, aucune action civile ne peut être intentée contre Sa Majesté ou ses préposés ou mandataires ou contre un organisme de réglementation fédéral à l'égard des faits — actes ou omissions — accomplis, ou censés l'avoir été, de bonne foi dans le cadre de l'application des articles 8, 9 ou 10 ou des règlements d'application de ces articles, notamment en ce qui concerne la question de savoir si des exigences provinciales ou territoriales sont comparables à des exigences fédérales et en ce qui concerne la reconnaissance ou la délivrance d'autorisations d'exercer une profession ou un métier.

Précision

(2) Il est entendu que le paragraphe (1) ne s'applique ni aux demandes de révision judiciaire ni aux procédures établies au titre du chapitre dix de l'Accord de libre-échange canadien.

Examen de la loi

Examen et rapport

13 Dans les cinq ans qui suivent la date d'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre effectue un examen de la présente loi et de son application et fait déposer le rapport de l'examen devant chaque chambre du Parlement.